

**MASTER**MENTION  
**Droit public**PARCOURS-TYPE  
**Droit Public Général**

RESPONSABLES PÉDAGOGIQUES :

Code RNCP : 38166

120 crédits - 4 semestres

Mention :

**Sébastien SAUNIER**, *Professeur des universités*

Parcours-type :

**Grégory KALFLECHE**, *Professeur des universités*  
**Sébastien SAUNIER**, *Professeur des universités*

CANDIDATURES :

**M1** : <https://www.monmaster.gouv.fr/>  
**M2** : [www.ut-capitole.fr/formations/s-inscrire/](http://www.ut-capitole.fr/formations/s-inscrire/)

Formation initiale



Formation continue



Formation ouverte à distance



Formation en alternance

**PRESENTATION**

Le **parcours Droit public général** se décline en 4 semestres permettant à partir du semestre 1 qui offre un socle commun de connaissances à la Mention Droit public une spécialisation progressive.

Les **semestres 1 et 2** offrent une formation approfondie dans les grands domaines du Droit Public : Droit des Contrats administratifs et de la commande publique, de l'Urbanisme, des Actes et du Contentieux, des Finances Publiques, du Contentieux Constitutionnel, du Droit Public des affaires.

Les **semestres 3 et 4** apportent de solides connaissances et aptitudes à la pratique en droit public et une initiation à la recherche dans les principales branches du droit public.

L'objectif du master part du principe que les étudiants ont reçu leurs enseignements années par années sans avoir eu la possibilité de les remettre en cohérence et d'avoir un recul sur l'ensemble du droit public. Or, la pratique professionnelle pose des questions qui obligent à l'exploitation simultanée de plusieurs semestres universitaires, à avoir une vision globale et de l'inventivité. C'est par les connaissances et la véritable maîtrise des sujets que l'on obtient ces qualités. L'adaptabilité et la capacité à créer de nouvelles solutions reposent aussi sur une capacité à rechercher de l'information et à la traiter, une qualité que l'on développe d'abord par des travaux de recherche et un apprentissage des méthodes de cette recherche – travail quotidien de l'enseignant-chercheur, mais aussi de l'avocat, du directeur juridique ou du juge – et ensuite par la possibilité de replacer ces recherches dans un cadre théorique. Reprendre la théorie pour être un bon professionnel prêt à affronter des années de travail est notre approche, qui se double d'une approche professionnelle lors du semestre 4 durant lequel des enseignements pratiques sous forme de « clinique du droit » seront effectués.

Au semestre 4, les étudiants ont la possibilité de se spécialiser en faisant des diplômes universitaires complémentaires :

- soit un DU droit du contentieux administratif afin de passer le concours des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel ou de préparer le concours d'avocat,
- soit le MBA juriste commande publique qui propose 110 heures de cours dans cette matière et ouvre de larges perspectives d'emploi en entreprise (BTP, Services publics, fournitures) ou en administration.

**COMPETENCES ET METIERS VISES****COMPÉTENCES :**

- Repérer dans un texte juridique les concepts précis du droit interne et savoir les comparer et qualifier une situation factuelle ;
- Proposer un conseil juridique en estimant les risques liés à un éventuel contentieux ;
- Utiliser les grandes branches du droit public dans un même dossier complexe ;
- Proposer une stratégie contentieuse ou une stratégie d'action en donnant les éléments d'analyse juridiques propres à aider le décideur ayant d'autres contraintes ;
- Assurer une veille réglementaire et maintenir à jour leurs connaissances par des capacités de recherche approfondies.

Pour plus d'informations, consultez la fiche RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles) du master mention droit public sur le site France Compétences : <https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38166/>

**MÉTIERS VISÉS :**

**Recherche** : Enseignant-chercheur, mais aussi l'ensemble des débouchés ouverts aux étudiants effectuant le parcours professionnel.

**Professionnel** : Entreprises privées travaillant avec le secteur public, fonction publique nationale et territoriale avec ou sans concours, carrières du secteur public et para-public, avocat en droit public.

## ADMISSION – CANDIDATURE EN PREMIERE ANNEE DE MASTER

L'admission en première année de master dépend des capacités d'accueil et est subordonnée à l'examen du dossier et éventuellement à un entretien pour les étudiants pré-sélectionnés.

Le dépôt des candidatures s'effectue sur <https://www.monmaster.gouv.fr/>

Les capacités d'accueil, les attendus et critères généraux d'examen des candidatures sont disponibles sur le site de l'Université :

<https://www.ut-capitole.fr/capacitesdaccueil-modalitesd admission>

## ADMISSION – CANDIDATURE EN SECONDE ANNEE DE MASTER

### Droit à poursuite d'études :

Pour les étudiants qui ont validé une première année (master 1) de l'un des masters de l'université Toulouse Capitole, l'accès en seconde année de master (master 2) est de droit dans l'un au moins des parcours de la même mention.

La poursuite d'études de la première à la seconde année de master s'effectue de plein droit au sein du même parcours, sous réserve de l'accomplissement des formalités de demande d'inscription (candidature sur le site de l'Université via le téléservice eCandidatures).

Dans le cas des formations de master offrant plusieurs parcours de master 2 au sein de la même mention, l'orientation des étudiants entre les différents parcours de master 2 tient compte, d'une part, du projet de chaque étudiant, des acquis de sa formation initiale ou de ses compétences et, d'autre part, des caractéristiques des parcours. Les inscriptions sont prononcées par le Président de l'université dans la limite des capacités d'accueil, après avis d'une commission pédagogique dont il désigne les membres. Chaque étudiant se voit proposer une inscription dans l'un au moins des parcours de master de la mention au sein de laquelle il a validé son master 1.

### Réorientation :

L'inscription d'un étudiant qui a validé son master 1 à l'université Toulouse Capitole et souhaite poursuivre sa formation dans une autre mention de master proposée par l'établissement est subordonnée à la vérification par le responsable de la formation dans laquelle l'inscription est demandée que les unités d'enseignement déjà acquises sont de nature à lui permettre de poursuivre sa formation en vue d'obtenir le master.

L'inscription d'un étudiant qui a validé un master 1, quelle que soit la mention, dans un établissement d'enseignement supérieur autre que l'université Toulouse Capitole, est subordonnée à la vérification, par le responsable de la formation dans laquelle l'inscription est demandée, que les unités d'enseignement déjà acquises dans son établissement d'origine sont de nature à lui permettre de poursuivre sa formation en vue de l'obtention du diplôme de master.

## PROGRAMME PEDAGOGIQUE

L'action de formation en 1<sup>ère</sup> année de master se déroule sur une période de 10 mois et comporte un total de 492h d'enseignement.

SEMESTRE 1 – 222h CM + 40h30 TD	SEMESTRE 2 – 189h CM + 40h30 TD
<p><b>UE Fondamentaux 1 :</b> <b>2 matières renforcées au choix – 33h CM + 13h30 TD par matière :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Contentieux constitutionnel</li><li>- Droit de l'urbanisme</li><li>- Droit des collectivités territoriales</li><li>- Droit public de l'environnement</li></ul> <p><b>1 matière non renforcée (non choisie en matière renforcée) – 33h CM :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Contentieux constitutionnel</li><li>- Droit de l'urbanisme</li><li>- Droit des collectivités territoriales</li><li>- Droit public de l'environnement</li></ul> <p><b>UE Spécialisation 1 :</b> <b>4 options au choix :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Protection sociale – 33h CM</li><li>- Droit public comparé – 30h CM</li><li>- Droit des finances publiques approfondi – 30h CM</li><li>- Théorie du droit – 30h CM</li><li>- Droit de la responsabilité administrative – 30h CM</li><li>- Droit et politique de la santé publique – 30h CM</li><li>- Droit public du numérique – 33h CM</li></ul> <p><b>UE Langue 1 :</b> <b>1 choix valable pour les 2 semestres :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Anglais, Espagnol, Allemand ou Italien – 13h30 TD</li></ul>	<p><b>UE Fondamentaux 2 :</b> <b>2 matières renforcées – 33h CM + 13h30 TD par matière :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Droit public de l'économie</li><li>- Droit constitutionnel approfondi</li></ul> <p><b>UE Spécialisation 2 :</b> <b>4 options au choix :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Droit de la culture – 30h CM</li><li>- Droit de la fonction publique et des ressources humaines – 30h CM</li><li>- Science administrative – 30h CM</li><li>- Méthode des concours de la fonction publique – 10h CM + 13h30 TD</li><li>- Droit des Services Publics – 33h CM</li><li>- Droits fondamentaux de l'Union Européenne – 33h CM</li><li>- Droit de la commande publique – 33h CM</li></ul> <p><b>UE Langue 2 :</b> <b>Même langue que celle choisie au S1 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Anglais, Espagnol, Allemand ou Italien – 13h30 TD</li></ul>

L'action de formation en 2ème année de master se déroule sur une période de 12 mois et comporte un total de 282h d'enseignement.

3 SEMESTRE 3 – 225h CM + 39h TD	SEMESTRE 4 – 18h CM
<p><b>UE Doctrine du droit public – 36h CM + 9h TD</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Théorie du droit – 9h CM</li> <li>- Epistémologie juridique – 9h TD</li> <li>- Méthode de la recherche juridique – 9h TD</li> <li>- Grands courants de pensée européens – 9h CM</li> <li>- Grands courants de pensée américains – 9h CM</li> </ul> <p><b>UE Droit administratif – 90h CM + 18h TD</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Droit de l'aménagement urbain – 18h CM</li> <li>- Droit de la commande publique – 18h CM + 6h TD</li> <li>- Droit des propriétés publiques – 18h CM + 6h TD</li> <li>- Droit de la régulation – 18h CM + 6h TD</li> <li>- Droit administratif européen – 18h CM</li> <li>- Droit des administrés – 9h CM</li> </ul> <p><b>UE Droit constitutionnel et libertés fondamentales – 90hCM + 9hTD</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ingénierie constitutionnelle – 18h CM + 6h TD</li> <li>- Droit constitutionnel comparé – 18h CM</li> <li>- Théorie générale des finances publiques – 18h CM</li> <li>- Théorie générale des libertés fondamentales – 18h CM + 6h TD</li> <li>- Rapports de systèmes – 18h CM</li> </ul>	<p><b>UE Culture juridique transversale – 18h CM</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conférences d'actualité – 9h CM</li> <li>- Professions du droit public – 9h CM</li> </ul> <p><b>UE Voie professionnelle ou recherche : 1 voie au choix :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Voie professionnelle (Stage ou DU) :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Stage professionnalisant</b> (2 mois) ou <b>MBA ou DU</b></li> </ul> </li> <li>▪ <b>Voie recherche : mémoire</b> de recherche (stage facultatif).</li> </ul>

## CONTACTS

### UNIVERSITÉ TOULOUSE CAPITOLE

2 rue du Doyen Gabriel Marty  
31042 Toulouse Cedex 9  
Tél. : 05 61 63 35 00

### SCOLARITE : POLE MASTER DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

*Première année de master :*  
Bureau : AR 127 (Bâtiment Arsenal)  
Courriel : pmd01@ut-capitole.fr  
Tél. : 05 61 63 38 12

*Seconde année de master :*  
Bureau : AR 137 bis (Bâtiment Arsenal)  
Courriel : pmd06@ut-capitole.fr  
Tél. : 05 61 63 39 42

### SUIO-IP

SERVICE UNIVERSITAIRE D'INFORMATION D'ORIENTATION ET D'AIDE À L'INSERTION PROFESSIONNELLE  
Préfabriqués - Parking Arsenal  
Courriel : suio-ip@ut-capitole.fr  
Tél. : 05 61 63 37 28

### BUREAU DES STAGES

Bâtiment Arsenal, 3<sup>ème</sup> étage, AR381  
Courriel : stages@ut-capitole.fr  
Tél. : 05 61 63 37 35